



COMMUNIQUE COMMUN SUR LA VISITE MINISTERIELLE **DU 7 MAI 2021**

La journée a commencé sous les meilleurs auspices.

Nos camarades de la Corrèze et de la Dordogne nous ont rejoint pour interpellier le ministre de l'Économie Monsieur Lemaire et le Ministre délégué en charge des Comptes Publics Monsieur Dussopt, en visite ce jour sur le site Cruveilhier.

CGT et FO sont à l'unisson afin que leurs voix se confondent et se fassent entendre.

Solidaires est aux abonnés absents et préfèrent l'entre soit (commission régionale, salle de réunion à Cruveilhier). Pour un syndicat « aussi important » nous sommes étonnés de leur non représentativité devant le bâtiment.

Les forces de l'ordre nous tiennent à distance plus que respectable mais nous sommes là à tenir le pavé, les drapeaux flottant au vent.

Nous comprenons rapidement que nos deux hôtes prestigieux ne viendront pas dialoguer avec nous. Et puis comme dirait Jacques Brel dans sa chanson, le problème c'est que chez ces gens là monsieur.....

Ils ont un emploi du temps de ministre.

Leur quotidien n'est pas notre quotidien et leur temps est bien plus précieux que le nôtre.

Même pas le temps de leur dire que je n'ai pas de Rolex.

Nous ne parlerons pas avec nos deux invités.

C'est la première goutte d'eau et elle fait déjà déborder le vase.

En matière d'eau on a un connaisseur, Monsieur Dussopt, et il pourrait très bien nous dire que le saur en est jeté.....*

Nous avons quand même l'immense honneur de parlementer quelques minutes avec notre Directeur Général, qui les accompagne.

On pourrait résumer ça par: « un dédaigneux daigne nous parler. »

Très vite le débat est clos. Juste le temps d'entendre que concernant le flex office Monsieur Fournel n'est pas partisan du tout flexible et qu'il préfère y aller par petites touches.

Nous nous rapprocherons des « sacrifiés des Douanes » pour comprendre le sens du message.

Une audience avec notre Directeur Général est programmée avec 4 représentants syndicaux, afin de respecter les consignes sanitaires en vigueur.

C'est une proposition officielle et le représentant des Renseignements Généraux peut en attester.

Après concertation, FO 87, la CGT 19, 24 et 87 décident d'y envoyer des émissaires, en rapport avec les forces présentes dans la rue.

Sous l'escorte des Renseignements Généraux, nous rallions Montmailler.

Sauf que ... pendant ce temps là

Les représentants de Solidaires sortent de leur tanière. Après avoir fait du syndicalisme à distance les voilà donc dans la rue, endroit qu'ils semblent découvrir...il est vrai que le National n'est pas là pour leur tenir la main.

Par on ne sait quel canal, une audience leur est également proposée et ils décident à leur tour, à 4, de rallier Montmailler.(1 représentant pour le 87 et le 23, 2 pour le 19)

De notre côté nous arrivons à destination.

Nous apprenons que d'autres sont conviés au bal mais les 4 cartons d'invitation nous ont été octroyés.

Nous prenons donc place dans la salle de réunion.

S'ensuit un moment théâtral fait de grandiloquence et de tragédie Grecque.

Les Solidaires entrent par « effraction consentie » dans la salle de réunion et déclarent sans ambages être le premier syndicat représentatif des Finances Publiques au niveau local.

Poussez-vous on arrive... D'un revers de la main les Solidaires balayent les autres Organisations Syndicales, sans aucun égard ni considération.

Seule une intersyndicale mobilisée et unie pourra faire changer les choses et faire bouger les lignes.

Les Solidaires préfèrent jouer cavalier seul, faisant le jeu de la direction qui pourra se targuer d'avoir eu recours au dialogue social.

Devant ce simulacre de démocratie participative, et alors même que les 4 places nous avaient été octroyées, nous décidons, FO et CGT étant sur la même ligne, de quitter la salle.

Après quelques escarmouches verbales assez vives avec les Solidaires et leur scandaleuse conception de l'intersyndicale, nous partons, déçus de leur attitude hautaine et méprisante, non seulement par rapport aux autres Organisations Syndicales mais aussi par rapport à une bonne partie de leurs collègues non représentés.

Bien que nous ayons le cœur lourd nous ne pouvons passer sous silence de tels agissements.

Par définition, Solidaires se dit de personnes qui sont ou se sentent liées par une responsabilité et des intérêts communs.

Force est de constater qu'ils ne sont liés que par leurs intérêts particuliers et que la responsabilité d'avoir participé à creuser la tombe et jouer les aides fossoyeurs leur appartient....

UNE INTERSYNDICALE UNIE ET MOBILISEE



*Le 20 mai 2020, le journal [Mediapart](#) révèle qu'en janvier 2017, Olivier Dussopt s'est fait offrir des [lithographies](#) numérotées du peintre [Gérard Garouste](#) par un dirigeant local de la [Saur](#), quelques jours après avoir annoncé, en tant que maire, un partenariat industriel avec la même Saur pour l'installation d'une micro-turbine hydroélectrique sur la commune d'[Annonay](#) — le contrat, négocié à partir de 2016, est signé en juin 2017. Ces œuvres sont estimées à un peu plus de 2 000 euros. Olivier Dussopt ne les a pas déclarées alors que c'est obligatoire pour « les dons, avantages [...] d'une valeur qu'ils estiment supérieure à 150 euros dont ils ont bénéficié à raison de leur mandat », selon le [code de déontologie](#) de l'[Assemblée nationale](#). Après avoir déclaré que c'était un cadeau d'« un ami », ce qui est par la suite démenti par l'intéressé, Olivier Dussopt reconnaît finalement que c'était bien un « cadeau de l'entreprise » et déclare qu'il va le restituer. Il indique également qu'il saisit la [déontologue de l'Assemblée nationale](#) afin qu'elle « vérifie la conformité de [son] choix initial ». Il réfute que ces cadeaux aient constitué des remerciements aux marchés ([trafic d'influence](#)) confiés à la Saur, affirmant que celle-ci a « remporté ces marchés » parce qu'elle « était la mieux-disante ». Il est depuis visé par une enquête du [parquet national financier](#) confiée à l'[Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales](#) (Oclcif), ouverte pour « [corruption](#) » et « [prise illégale d'intérêts](#) », et perquisitionné par la police le 18 août.